Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 61 (1981)
Heft: 4

Artikel: L'économie suisse à l'aube de 1982
Autor: Furgler, Kurt
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-886587

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'économie suisse à l'aube de 1982

Au milieu d'un contexte économique international assombri par le second choc pétrolier, l'économie suisse a connu ces dernières années des conditions proches de la haute conjoncture. Notre pays a, avec une croissance réelle de 4 % en 1980, enregistré le meilleur résultat depuis huit ans. Il s'est ainsi placé pour la première fois depuis longtemps au premier plan en comparaison internationale.

Dans le courant de 1981, la faiblesse de la conjoncture internationale a toutefois aussi commencé à affecter notre économie. Le climat économique a fraîchi. La situation demeure cependant dans l'ensemble satisfaisante. La production industrielle se situe à nouveau depuis peu au-dessus du niveau de l'année précédente et le taux d'utilisation des capacités demeure bon. Malgré une augmentation sensible du chômage partiel – pour l'essentiel de nature structurelle et, pour plus de la moitié, le fait de la seule industrie horlogère –le marché du travail demeure relativement tendu.

La nouvelle augmentation des prix du pétrole en 1979/1980 a bien entendu aussi entraîné chez nous des pertes de revenu. La conjoncture nationale s'est cependant comparativement bien maintenue, du fait d'un boom passager dans la construction. Le commerce extérieur s'est développé également de manière favorable. En dépit de la récession chez nos principaux partenaires commerciaux, nos exportations ont pu, avant tout dans la seconde moitié de l'année, se maintenir à un niveau supérieur au niveau record de 1980. Par contre, les importations, après cinq ans de croissance ininterrompue, sont pour la première fois en recul. Dans l'ensemble, la croissance économique s'est aussi ralentie chez nous l'année dernière et représente moins de la moitié de ce qu'elle était en 1980. Dans un environnement international caractérisé par une faiblesse continue de l'expansion et par une progression du chômage, l'économie suisse demeure toutefois un îlot de plein emploi.

En revanche, nous avons perdu notre avantage traditionnel de la stabilité des prix. L'inflation se situe actuellement à un niveau plus élevé en Suisse qu'au Japon ou en République fédérale d'Allemagne. Après que le taux d'inflation ait atteint encore 4 % en moyenne en 1980, il se situe en cette fin d'année à un niveau presque deux fois aussi élevé, soit quelque 7 %.

L'existence simultanée d'une situation de plein emploi et d'inflation reflète une problématique fondamentale en matière de politique économique qui se pose à notre petit État toujours davantage intégré à l'économie internationale et, par conséquent, toujours plus sensible aux aléas des influences extérieures.

Dans les faits, un franc sensiblement affaibli en termes réels – il s'est déprécié entre l'automne 1978 et le printemps 1981 d'environ 25 % – nous a efficacement protégé au cours de ces deux dernières années contre les tendances récessives qui règnent sur le plan mondial. En même temps, toutefois, la protection

contre l'inflation importée s'est relâchée. Le choc pétrolier et la hausse du dollar américain ont entraîné un renchérissement inhabituellement long et fort de nos importations, qui ont finalement eu raison des effets stabilisateurs de notre politique monétaire pourtant restrictive depuis quelque deux ans déjà.

Le même dilemme – en sens inverse seulement – s'était déjà présenté à nous à l'automne 1978. La situation conjoncturelle d'aujourd'hui ainsi que le développement sur le front des prix ne se laissent pas analyser de manière suffisante sans un bref rappel des événements de cette époque.

A peine notre économie avait-elle commencé à se rétablir des suites de la récession de 1975/76 – avec une diminution globale de plus de 8 % du produit national brut, le recul le plus sérieux de tous les pays industrialisés –, que vers la fin de 1977 un important mouvement d'appréciation du franc se déclencha. Ce dernier culmina à l'automne de 1978 à un niveau jamais vu auparavant : la hausse avait atteint quelque 20 % en termes réels, c'est-à-dire corrigée des différences d'inflation entre la Suisse et l'étranger.

A la suite de ce développement, la Banque Nationale Suisse se trouva dans l'obligation de faire dévier temporairement l'orientation de sa politique économique de la stabilité des prix vers le soutien du franc suisse afin d'empêcher une grave détérioration sur le marché du travail. Il est vrai que cela a permis une correction des exagérations survenues sur les marchés des changes. Malheureusement l'opinion qui régnait alors, selon laquelle les risques inflationnistes d'une telle mesure étaient négligeables, s'est révélée trop optimiste. L'économie s'est développée plus vigoureusement que l'on ne s'y attendait dans le cadre de cette expansion monétaire accrue. L'inflation actuelle en est dans une large mesure la conséquence.

La sérieuse récession du milieu des années soixante-dix et le challenge qu'a constitué pour notre économie la hausse du franc, à côté de conséquences financières inévitables, ont également eu des effets positifs. Sous la pression d'une concurrence intensifiée en Suisse et à l'étranger, nos entreprises se sont vues contraintes d'effectuer de sérieux efforts afin d'ajuster leurs structures aux nouvelles conditions. Une reprise vigoureuse des investissements de rationalisation et de modernisation pendant les dernières années en est la preuve éclatante. Malgré les pressions auxquelles nous avons été soumis qui visaient une protection de notre industrie nationale, nous sommes demeurés fidèles à notre position traditionnellement libérale même pendant ces temps difficiles. En dehors de la réorientation passagère de la politique monétaire, nous nous sommes limités à quelques mesures visant à soutenir les efforts en matière d'ajustement technologique. Le fait que les adaptations structurelles soient aujourd'hui probablement plus avancées dans l'économie suisse que dans beaucoup d'autres pays industrialisés me rend confiant également pour les temps à nouveau plus difficiles que nous serons appelés à traverser.

Il semble, à cet égard, que le ralentissement économique en cours dans notre pays s'accentuera au cours de l'année qui vient. Nous ne pouvons guère nous attendre à de nouvelles impulsions de la part du secteur extérieur. La reprise de la conjoncture internationale semble, en effet, ne pas devoir se manifester avant la seconde moitié de l'année prochaine. Si l'on tient compte au surplus de l'appréciation du franc survenue les derniers mois – quelque 20 % entre février et début décembre – il sera difficile pour notre industrie d'exportation de profiter pleinement d'une reprise du commerce mondial. La politique monétaire restrictive laissera aussi des traces dans l'économie intérieure – en particulier dans la construction. En somme, nous devons compter sur une stagnation, voire sur un léger recul de l'activité économique dans notre pays. Une détérioration sérieuse sur le marché de l'emploi nous paraît en revanche peu probable, et une situation relativement satisfaisante devrait, pour l'essentiel, se maintenir dans ce domaine.

D'un autre côté, la normalisation de l'activité économique parallèlement au raffermissement du franc facilitera sans doute le retour à une plus grande stabilité des prix dans notre pays qui constitue d'ailleurs un préalable essentiel à une situation économique saine.

Kurt Furgler
Président de la Confédération suisse